

GUYANE SPATIALE CARNAVALE DÉCOLONIALE



NOLYWÉ DELANNON

La Guyane a été décrétée spatiale depuis Paris, d'en haut. Mais d'en bas, de l'intérieur, la Guyane est viscéralement carnavalesque, transgressant les normes imposées d'ailleurs et réinventant continuellement des codes pour elle-même. Voici une histoire populaire de la Guyane.



**L'HISTOIRE DE LA GUYANE
SPATIALE MÉRITE D'ÊTRE
RÉÉCRITE À PARTIR
DE NOTRE MANIÈRE
À NOUS D'ÊTRE AU MONDE,
AVEC NOTRE CONSCIENCE
CARNAVALE, DANS
L'IMPROVISATION ET
DANS LA TRANSGRESSION,
EN S'AFFRANCISSANT
DES NORMES, INCLUANT
CELLES DU RÉCIT.**

MÉMOIRE 
D'ENCRER

1260, RUE BÉLANGER – BUREAU 201
MONTRÉAL, QUÉBEC H2S 1H9

INFO@MEMOIRENCRER.COM
MEMOIRENCRER.COM

GUYANE SPATIALE, CARNAVALE, DÉCOLONIALE

**GUYANE
SPATIALE
CARNAVALE
DÉCOLONIALE**



NOLYWÉ DELANNON

La Guyane a été décrétée spatiale depuis Paris, d'en haut. Elle l'est devenue, de facto. De l'extérieur, c'est ainsi qu'elle est souvent perçue et reconnue. Mais d'en bas, de l'intérieur, la Guyane est viscéralement carnavalesque, transgressant les normes imposées d'ailleurs et réinventant continuellement des codes pour elle-même. À travers la façon dont elle se débat, par des actes quotidiens désordonnés et rarement explicités, contre la violence institutionnelle ayant pour objet l'effacement de son histoire, la négation de son existence et la fragmentation de son corps, elle s'affirme décoloniale. Elle tremble, vacille et s'égaré parfois, mais elle reste debout, étonnamment debout. C'est cette Guyane populaire, à la fois spatiale, carnavalesque et décoloniale, dont je raconte ici une part d'histoire.

NOLYWÉ DELANNON est née et a grandi en Guyane. Installée au Québec depuis une vingtaine d'années, sa vie oscille entre Montréal et la ville de Québec où elle est professeure de gestion internationale à l'Université Laval. Ses recherches portent sur les rapports de pouvoir entre les entreprises, les États et les communautés locales. Dans *Guyane spatiale, carnavalesque, décoloniale*, son premier livre, elle met en dialogue les archives et la mémoire orale pour raconter comment est vécue, de l'intérieur, l'aventure spatiale française et européenne sur le territoire de la Guyane.

TABLE

GUYANE, CARTE NON-POSTALE	15
DÉTONATION	19
RETOUR AU PÉYI	23
DÉCRET SPATIAL	33
ARCHIVAGE COLONIAL	47
CONSCIENCE CARNAVALE	53
DÉPOSSESSIONS	63
SENTIMENTHÈQUE SPATIALE	75
KOUROU ANNOU	85
EXPÉRIMENTATIONS RADICALES	97
ESPRIT MARRON	109
PULSION DE RENCONTRE	121
DIVAGATIONS	129
SECOUSSES	139
OUVRIR LE JOUR D'APRÈS	147
POÉTIQUE DE LA REMONTÉE	155
EMBOUCHURE	159
MÉDIATHÈQUE DE LAKOU	162
GLOSSAIRE	163
REMERCIEMENTS	167

Pou mo tiboug *Antara*
Pou tout pitit Yana
quel que soit leur lieu de naissance
pour qu'elles et ils se réapproprient cette histoire

À ma nièce Képhrédyà
en mémoire de mon frère David, son papa
rebelle flamboyant si loquace sur la Guyane spatiale
abattu brutalement, comme tant d'autres en ce
péyi malmené

À nous, rôt bò, isi-a
Lamine, Diawara, Djamila
et les milliers d'humains marés-attachés à ce territoire
pour nourrir notre commun besoin d'espoir

La pensée du Tremblement surgit de partout, musiques et formes suggérées par les peuples. [...] Elle nous réassemble dans l'absolue diversité, en un tourbillon de rencontres. Utopie qui jamais ne se fixe et qui ouvre demain, comme un soleil et un fruit partagés.

Édouard Glissant

DÉTONATION

Cayenne, Guyane, mars 2017. C'est la petite saison sèche, celle que nos *gangan*^{*1} passeurs et passeuses de savoirs appellent *botan karnaval* ou *botan karèm** selon le moment de sa survenue. Les torrents de pluie amazonienne offrent un moment de répit et laissent s'installer une chaleur soutenue. Après deux mois intenses, le carnaval vient de prendre fin, il fait place au carême annonçant chaque année une période d'accalmie sociale. Mais cette fois, le calme annonce la tempête. Troublant l'ordre des choses, un mouvement populaire fait irruption, paralysant le territoire. Scandant *Nou bon ké sa* (On en a marre), les protestataires occupent massivement l'espace public, chantent et dansent leur colère. Pendant des semaines vécues intensément, la foule enhardie fait des ronds-points des lieux de rassemblement, de délibération et d'éducation populaire.

Bien que je n'entende personne se réclamer du carnaval, c'est à lui que je pense immédiatement quand les images et les sonorités de ce mouvement me parviennent. Je perçois, je sens l'empreinte du carnaval dans tous les actes marquants de ce mouvement, même en étant à des milliers de kilomètres. Après tout, on manifeste tel.le que l'on est, comme l'on vit, en puisant dans le répertoire de son bagage culturel.

*Anbyans vidé**. Les chefs de file des protestataires sont tout de noir vêtus et cagoulés, leurs gestes et leurs slogans s'inspirent des codes subversifs du carnaval guyanais de rue, leurs corps racisés sont brandis

1. La présence d'un astérisque signale un terme pour lequel une explication est fournie dans le glossaire.

comme des remparts contre le sentiment d'impuissance collective face à la violence qui sévit sans répit. Dans la plus complète insolence, ils distribuent des cartons rouges à de hauts représentants de l'État incrédules et hébétés, eux qui sont tellement habitués à être traités avec déférence. Comble de l'irrévérence, les chefs de file se présentent à visage couvert, comme parés-masqués*, au préfet et aux ministres français dépêchés sur les lieux. Des interrogations sont soulevées sur la légitimité et la légalité d'une telle présentation de soi dans l'espace public, mais sur place, l'adhésion populaire est immense. Le peuple proteste et conteste comme il est, il communique comme il sait, nul besoin qu'il en ait pleinement conscience ou qu'il l'énonce expressément.

La Guyane tout entière est dans la rue, toutes franges de la société confondues, mais l'impulsion du mouvement vient d'en bas, des quartiers populaires. Avec une mixité sans précédent, la société guyanaise fait corps dans une sorte de carnaval hors-saison qui renoue avec ses racines contestataires. Elle donne ainsi à voir, pendant un instant, la façon singulière dont elle peut transcender les différences construites et cultivées de longue date par les institutions et le discours dominants pour maintenir l'ordre social, l'ordre colonial. Cette Guyane surgit à l'initiative du peuple et, par tâtonnement, par tremblement, elle réussit momentanément à se rassembler dans l'absolue diversité, elle parvient à sortir du silence.

La bougie d'allumage de ce mouvement populaire inédit, c'est un meurtre gratuit, celui de trop. Quelques semaines plus tôt, Hervé Tambour, un jeune trentenaire du quartier populaire d'Eau Lisette est froidement abattu, en plein jour, pour avoir résisté au vol des bijoux en or de Guyane qu'il porte. Dans une Guyane habituée depuis des décennies à pleurer ses morts absurdes et prématurées, un cri du cœur collectif est lancé, celui du refus de la résignation. C'est l'État français qui est mis en cause par les protestataires, il lui est reproché son incapacité à assurer le droit à la vie des gens. Très vite, les revendications se multiplient, elles vont dans tous les sens, comme un miroir de l'explosion de colère face aux défaillances étatiques de la France outre-mer

qui produisent chômage chronique, déscolarisation massive, insécurité sanitaire, précarisation généralisée, violence institutionnelle et narcocriminalité.

La contestation se produit aussi sur le terrain linguistique. Le créole guyanais devient brusquement omniprésent dans l'espace public, rompant provisoirement avec son statut de langue réservée aux familiarités, de langue méprisée. Les musiques, les danses et les chants traditionnels de Guyane résonnent un peu partout, les visages arborent des sourires fiers et optimistes qui ignorent que la victoire à venir, solennellement nommée Accords de Guyane, ne sera que de façade. Qu'importe, le moment est puissamment vécu et il en restera assurément quelque chose. L'heure est à la mobilisation, au maintien de l'élan.

Si les rassemblements de protestation se concentrent sur Cayenne, la capitale, des barrages essaient un peu partout sur le territoire, même dans ses zones les plus enclavées comme Camopi et Apatou. Mais surtout, une ville concentre au début l'attention et les efforts de mobilisation, elle constitue l'épicentre du mouvement avant que Cayenne n'en devienne le poumon. Il s'agit de Kourou, la ville spatiale, cette ville décrétée emblème de la Guyane. Bien avant de constater l'impasse des pourparlers avec le gouvernement français, le mot d'ordre est lancé de converger vers Kourou où les manifestant.es se rejoignent par milliers. Reçus par les autorités dans l'enceinte du centre spatial guyanais, les chefs de file du mouvement prennent la décision d'occuper les lieux. Comme une façon d'affirmer que ce site emblématique appartient au peuple. Il faut dire que le collectif qui s'est structuré pour porter le mouvement s'est donné pour nom, en créole guyanais, *Pou Lagwiyan dékolé* (Pour que la Guyane décolle), en référence assumée à l'activité spatiale française et européenne qui permet de lancer des satellites depuis Kourou. Des pancartes ironisent en prévenant que si « pas d'école, pas décollage ».

Le blocage des activités spatiales dure cinq longues semaines. Une fusée devant transporter des satellites commerciaux se retrouve

clouée au sol, des millions d'euros sont en jeu, tout comme la réputation du spatial français et européen dont la présumée stabilité politique contribue à l'attractivité. Les images sur place offrent un contraste saisissant, révélateur d'une anomalie fondamentale dans cette République prétendument une, indivisible et aveugle aux différences : des corps racisés cagoulés, les mains nues, face à des corps blancs de la police antiémeute portant casques, boucliers et armes létales, dépositaires de la force publique, appelés en renfort pour protéger les intérêts de la France, d'une France fière d'affirmer que la Guyane bénéficie d'un ratio de présence militaire par habitant.e six fois supérieur au ratio national.

À elle seule, cette séquence des événements illustre à quel point le spatial, activité économique d'exception aux applications civiles et militaires, occupe une place très particulière en Guyane, et ce, depuis 60 ans. Pour le peuple, le spatial représente ce que la France protège le plus jalousement en Guyane ; il symbolise aussi ce que la France fait de plus contestable par choix délibéré. Faut-il s'étonner qu'en temps de crise, le spatial soit pris pour cible ? Cela vaut pendant le mouvement de 2017. Cela valait déjà en 1980, en pleine période d'effervescence du mouvement indépendantiste, quand une bombe artisanale avait explosé à proximité du centre spatial protégé par la Légion étrangère. Aujourd'hui comme hier, l'intention ne semble pas être de détruire le spatial, de l'anéantir ; la réponse est à chercher ailleurs.

Détonation spatiale, hier et aujourd'hui.

RETOUR AU PÉYI

Je me suis lancée dans l'écriture de ce livre après en avoir nourri le désir des années durant. Ce livre est consacré à l'aventure spatiale française et européenne telle qu'elle s'est construite en territoire guyanais et telle qu'elle y est vécue depuis soixante ans par les gens du territoire, ce que je nomme la Guyane spatiale. Pendant les années que j'ai consacrées à mes études doctorales, je me suis laissé aspirer tout entière par mes recherches et mes réflexions sur cette Guyane spatiale. J'ai longtemps projeté d'en faire un livre accueillant, pour en restituer le contenu et le sens de manière à donner à réfléchir, de manière à nourrir l'inclination séculaire à agir ensemble qui émane de ce territoire.

Ce livre, c'est comme un retour en Guyane, *péyi* qui m'habite où que je sois. Un retour par l'écriture, comme pour conjurer l'exil dans lequel j'ai un jour pris conscience que j'étais. Un exil qui a commencé par un départ dont j'étais certaine qu'il serait temporaire, au point de ne rien comprendre aux larmes de tristesse de mes ami.es d'enfance et d'adolescence quand je leur annonçais que je m'en allais à l'autre bout du continent américain. Je partais seule, sans mes parents ni mes frères et sœur, comme on part en escapade pour satisfaire un désir d'ailleurs en ayant la certitude du retour. Nul doute, cela ne pouvait être qu'une parenthèse dans ma vie durablement attachée à la Guyane.

À l'époque, je ne savais rien de la spirale du départ qui, à travers différents dispositifs, dont le Bureau des migrations des départements d'outre-mer créé par la France en 1963, avait ravi à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane une partie importante de leurs forces vives. Appelé Bumidom, ce Bureau dont le nom sonne comme un sinistre médicament aura sévi pendant vingt ans. Je ne savais pas

non plus que les militant.es indépendantistes de la génération de mes parents avaient eu pour mot d'ordre le retour, en réponse concertée à la spirale du départ. J'ignorais enfin que cette spirale était particulièrement prégnante en Guyane, où il n'y avait pas d'université à proprement parler, juste une antenne dépendante de la Martinique et de la Guadeloupe, avec, entre autres conséquences, une offre de formation académique dérisoire et inadaptée, et un corps enseignant instable et détaché, désancré. Faire des études dans presque n'importe quelle discipline nécessite donc, depuis longtemps, de quitter la Guyane. La toute jeune Université de Guyane a été créée longtemps après mon départ : elle souffle aujourd'hui ses dix premières bougies, cinquante longues années après l'avènement de la Guyane spatiale qui devait pourtant ouvrir une ère de bouillonnement scientifique et technologique, de quoi contribuer à endiguer la spirale du départ. Il n'en fut rien, il n'en est encore rien.

Revenant à ma Guyane par la plume, je veux prendre le temps de dire d'où je m'exprime. Dévoiler à partir de quelle perspective et de quelles expériences j'écris est nécessaire pour donner à ma prise de parole son contexte d'expression et son sens. Je m'engage à la transparence et à l'honnêteté, mais en aucun cas je ne prétends à l'impartialité ou à la distance. Car, non, je ne suis pas extérieure à ce que je décris. Je suis une enfant du *péyi*, de cette Guyane malmenée mais encore debout, joyeusement vivante dans l'épreuve, rétive aux assignations identitaires mortifères décrétées d'ailleurs, résistante à l'étouffement organisé par le pouvoir bleu-blanc-rouge et prolongé par des compllicités tristement drapées de vert-jaune-rouge.

Je suis une femme guyanaise, à la fois caribéenne et sud-américaine, devenue québécoise par la trajectoire de vie que j'ai choisie. Francophone aguerrie de par l'histoire coloniale qui a fait du français la seule langue autorisée pour mon éducation, avec le temps, j'ai choisi de m'affirmer créolophone aussi. Je le fais par engagement anticolonial devenu aujourd'hui quotidien, sous la forme d'une pratique ostentatoire du créole guyanais en dialogue avec mon fils, né à Québec un

10 juin, jour anniversaire de l'abolition de l'esclavage en Guyane. Clin d'œil de la vie qui a inspiré à mon frère aîné les derniers mots qu'il m'a légués, trois jours avant son meurtre brutal : *to pitiit, a roun nèg lib* (ton fils, c'est un Nègre libre). Des mots que je n'oublierai jamais et qui continuent à produire sur moi leur effet.

J'ai appris à vivre ma citoyenneté française de naissance et ma citoyenneté canadienne d'acquisition comme des privilèges qui m'engagent d'agir en sentinelle, en éveil permanent face aux traces de l'héritage colonial des pays qui pèsent lourdement sur l'état du monde. Comme une façon de garder un pied dedans et un pied dehors. C'est vrai, quand je me projette en Guyane, je me remémore que je suis à la fois de l'intérieur (*isi-a*, ici) et de l'extérieur (*ròt bò*, là-bas). La Guyane est le territoire où je suis née et où j'ai grandi jusqu'au milieu de l'adolescence, et mon attachement y est tel que c'est là, tout en habitant à des milliers de kilomètres, que j'ai eu mes premiers engagements politiques alors que j'étais âgée d'une vingtaine d'années. C'est là-bas, avec des complices attachés à ce territoire, que j'ai vécu mes premières campagnes électorales, mes premières défaites et mes premières victoires de militante, des expériences qui ont forgé des liens durables sur lesquels le temps n'a guère eu de prise.

Pour autant, je suis également de l'extérieur parce que c'est au Québec que je suis sortie de l'adolescence et entrée dans l'âge adulte, que j'ai reçu l'essentiel de ma formation académique et militante, et que se situent mes engagements depuis plusieurs années. C'est également le lieu où je travaille et m'engage dans et en dehors du milieu académique, un lieu où j'ai choisi de me poser, où je me sens à la maison sans pour autant oublier que cette maison est installée sur un territoire qui n'a jamais été cédé par les premiers peuples qui l'ont habité et qui en ont pris soin.

Si je me sens encore habitée par le *péyi* que j'ai quitté à l'âge de 15 ans, c'est notamment parce que ma filiation joue un rôle fondamental dans cet attachement. J'ai été élevée par deux figures majeures des luttes pour l'émancipation de la Guyane, dont la pensée et l'action ont

contribué à façonner la vie politique guyanaise des dernières décennies. Leurs combats et leurs aspirations ont été déterminants dans la construction de ma pensée, ils ont nourri mon feu intérieur. Mon père et ma mère ont fait de leur mieux pour me transmettre leur sens profond de dignité, leur sentiment de révolte face aux injustices, ainsi que leur ancrage dans les luttes collectives pour penser et faire advenir la transformation du monde à leur échelle. Un héritage porteur mais extrêmement pesant aussi, parce que les gens en attendaient toujours plus ou mieux de moi. Un héritage qui a donc, je crois, joué un rôle décisif dans mon désir d'ailleurs précoce. Du moins ai-je fini par m'avouer que si j'ai inconsciemment pris mon envol aussi tôt, c'était probablement pour échapper à quelque chose qui me semblait trop lourd à porter.

J'ai depuis acquis la certitude que cet envol n'avait aucune chance de me désancrer d'un territoire auquel je suis si profondément, si intimement liée. Je ne sais rien des ancêtres de mes parents réduits en esclavage, mais je sais qu'elles et ils ont labouré la terre de Guyane et l'ont irriguée de leur sueur, de leurs larmes et de leur sang. Je n'oublierai jamais ce que j'ai compris dans le silence de ma mère le jour où, dix ans après qu'elle ait bataillé dur pour faire adopter par la France une loi reconnaissant la traite et l'esclavage comme crimes contre l'humanité, elle ne parvenait plus à trouver ses mots. Ce jour-là, elle avait appris qu'une personne portant son nom avait été identifiée parmi les esclaves enterrés dans le cimetière d'une habitation de la ville de Montsinéry. Un choc pour elle qui, affrontant toujours les épreuves en commençant par le maniement des mots, m'avouait ne rien pouvoir articuler et devoir observer un temps de silence pour encaisser.

J'aurais tant voulu serrer ma mère dans mes bras, être un rempart pour elle pour une première fois, mais l'Atlantique, ce gouffre, nous séparait. Maman n'avait pas su m'expliquer, mais j'avais compris. J'avais compris qu'elle se sentait violemment happée par une expérience traumatique qu'elle avait jusqu'ici réussi à affronter parce qu'elle l'avait pensée et vécue comme une épreuve collective, une épreuve qui nécessitait qu'elle soit forte individuellement. J'avais compris aussi, surtout

peut-être, qu'elle se retrouvait pour la première fois confrontée à la trace de l'asservissement de ses ancêtres, alors que c'est dans la certitude de leur rébellion et de leur marronnage qu'elle avait puisé sa force d'apparence inébranlable. Ne nous avait-elle pas dit plus d'une fois qu'elle était descendante de peuples marrons? Invaincue, invincible, c'est ainsi qu'elle s'était construite. J'ai donc compris la profondeur de sa douleur, abyssale. Mais j'ai aussi saisi quelque chose de fondamental ce jour-là : que Maman serait toujours retenue, toujours ramenée à ce territoire habité par ses ancêtres. Qu'ils et elles veilleraient sur elle et sur sa descendance, et que rien ne pourrait jamais avoir raison de ce lien.

Papa n'est pas en reste dans cette affaire. Lui aussi, quelques années plus tard, a appris que des traces de ses ancêtres avaient été retrouvées sur une habitation de Cayenne détenue par des propriétaires de personnes esclavagisées. Lui non plus, pourtant, n'avait jamais cherché à savoir. Ne pas savoir, c'était comme choisir son lignage, c'était se donner le droit de s'arracher à la part de son histoire dont les seules protagonistes dignes d'être entendues ont été baillonnées à tout jamais. Maudites archives coloniales, scélérats artéfacts qui ne révèlent la trace que du pire, que de l'abject, comme pour nous écraser pour l'éternité. Jamais ces archives et ces artéfacts n'auront le dernier mot. Sur cette terre de Guyane, je déclare que subsiste en nous des traces de l'héritage de celles et de ceux qui ont résisté, qui se sont révoltés, qui ont ferrailé. Ces traces sont logées dans les corps, dans les regards, dans les ports de tête. Quant à ma mère et mon père, j'ai envie de leur dire que par la trajectoire de vie que l'une et l'autre se sont construite, elle et il peuvent avoir une certitude, c'est que leur descendance pourra se déclarer enfants de rebelles, de marrons, sans avoir à redouter l'exhumation d'archives ou d'artéfacts.

Mes parents m'ont conçue alors que mon père était en clandestinité, recherché par les autorités françaises pour son rôle présumé dans les soulèvements indépendantistes qui ont secoué la Guyane dans les années 1970 et qui ont atteint leur point culminant au début des

années 1980. Décrétant des alertes à la bombe avec émoi, les autorités d'alors ont dépeint ces soulèvements comme des actes terroristes méritant de susciter peur et indignation au sein de la population guyanaise appelée à exprimer sa loyauté envers la mère patrie par la délation et la non-assistance aux incriminés. La réponse populaire à cet appel aura été une déloyauté digne, silencieuse mais massive, exercée en grande partie par des femmes.

Arborant un portrait photo de mon père, le journal local de l'époque précise que deux hommes, mon père âgé de 36 ans et l'un de ses camarades d'à peine 23 ans, sont activement recherchés pour atteinte à la Sûreté de l'État. En cause, l'explosion d'une bombe artisanale à Kourou, près du centre spatial guyanais, qui a provoqué l'incendie d'un dépôt d'hydrocarbures de la compagnie Shell. À Cayenne, des charges explosives ont également été retrouvées dans une caserne de gendarmerie désaffectée. Les autorités françaises parlent alors d'attentats. Nous sommes en juillet 1980. Aucune vie humaine n'a été mise en danger lors des actions reprochées aux incriminés, mais on ne plaisante pas avec les intérêts de la France.

C'est l'arrivée de la gauche française au pouvoir, en mai 1981, avec l'amnistie déclarée par le président François Mitterrand, qui met fin à la clandestinité pour le petit groupe de militant.es, dont une jeune femme d'à peine 18 ans, qui avait choisi la lutte intégrale et trouvé refuge tour à tour sur le littoral de la Guyane, dans l'intérieur du *péyi*, au Suriname voisin et brièvement au Guyana. Cette amnistie met également un terme à l'incarcération des cinq militants guyanais indépendantistes déportés en France pour les mêmes faits. Les cinq hommes, dont l'un des fers de lance du mouvement de libération aluku/boni, peuples descendants des sociétés noires marronnes, rentrent enfin chez eux. Ils auront passé une année derrière les barreaux, à huit mille kilomètres des leurs, séparés de chez eux par l'océan Atlantique. La France garde les mêmes réflexes quand vient le moment de décider du sort des agitateurs de l'Empire, et la déportation de militant.es kanak.es en 2024 en constitue le rappel le plus récent.

Papa a échappé à la prison, mais il a dû lui aussi s'éloigner des siens du jour au lendemain, laissant brusquement maman seule avec leur petit garçon de quelques mois, mon grand frère. Maman aura passé des mois à changer de lieu de résidence tous les deux ou trois jours. Malgré la surveillance policière, elle est parvenue à rendre visite à son compagnon de lutte et de vie, créant les conditions pour que je m'implante en elle. J'avais trente ans quand j'ai découvert dans quelles circonstances j'avais été conçue. Cela a nourri ma prise de conscience de la souffrance et des sacrifices dessous l'histoire d'amour de mes parents, elle et lui que je n'avais jamais perçus autrement que comme un duo de camarades dont le déchirement ultime, explosif, m'était très tôt apparu comme inéluctable.

Maman et papa se sont tourné.es vers l'Afrique du Sud zouloue pour choisir mon prénom. Noliwe, de sa graphie sud-africaine, était le grand amour du roi Shaka Zulu, unificateur du peuple zoulou au 19^e siècle qui a réussi, de son vivant, à repousser les tentatives de conquête européennes. J'ai ainsi reçu en cadeau une généalogie puissamment symbolique et je garde le souvenir mémorable de moments où, sous le regard joyeusement complice de mes frères et soeur, je reproduisais avec frénésie les pas de danse de Dudu Zulu, danseur du groupe Savuka de Johnny Clegg, dans *Scatterlings of Africa*. Je devais être âgée de neuf ou dix ans et même si je n'aurais pas su l'articuler ainsi, je me sentais déjà portée par cette filiation choisie.

À la maison, je n'étais pas seule à vivre cette expérience de projection. Mes parents, Christiane et Roland, baptisé.es et doté.es d'un prénom catholique comme-tout-le-monde, ont fait le choix de donner à chacun de leurs quatre enfants des prénoms qui rompent fermement avec la tradition, une tradition tirant ses origines de la sombre époque où propriétaires d'esclaves renommaient ces derniers façon catholique ou selon leur lubie du moment. Mes frères, ma soeur et moi avons ainsi reçu un premier prénom d'origine africaine et un second prénom d'origine aluku/boni, comme en hommage aux fraternités radicales construites sur le territoire guyanais. Passée la jeune enfance où nous

nous demandions pourquoi nos parents ne nous avaient pas facilité la vie en faisant comme tout le monde, nous avons appris à porter fièrement nos prénoms comme des symboles de notre lutte intérieure, continuelle, contre l'aliénation coloniale.

Il faut dire que le fait de se renommer a toujours fait partie intégrante des pratiques de marronnage, en forêt comme sur les plantations. Il s'agissait pour les personnes esclavagisées de rompre avec le pouvoir exercé sur leur subjectivité par les propriétaires esclavagistes et, plus largement, par le système esclavagiste. Je me plais à penser qu'une pratique relativement récente en Guyane et très répandue au sein de ma génération relève également d'une forme de rupture, mais aussi de syncrétisme. Depuis une vingtaine d'années, de nombreux parents se sont mis à composer pour leurs enfants des prénoms entremêlant leurs propres prénoms catholiques, en complète liberté, parfois en y ajoutant des références diverses. Cela aboutit à des prénoms inédits, sans histoire ni généalogie importées. Comme un commencement initié par soi. Ce que j'ai un temps perçu comme une étrange fantaisie au succès inégal, je le conçois aujourd'hui comme une forme remarquable de réinvention de soi, collective, ancrée dans la créolisation.

La créolisation m'évoque la Guyane d'hier, d'aujourd'hui et, comme je l'espère, de demain aussi. Cette créolisation est portée par les personnes qui lui donnent chair et consistance au quotidien, à travers la parole et le geste. Elle est un art d'être au monde, de vivre et d'entrer en relation qui échappe à l'enfermement, au déterminisme. Toujours en mouvement, jamais achevée, elle est cette façon singulière et peu lisible par laquelle des personnes en situation d'oppression exercent leur liberté au sein d'un Tout fondé sur la hiérarchisation et la séparation. Par la créolisation, les personnes opprimées reprennent une forme de contrôle sur leur vie, en affirmant leur capacité à produire du lien et du sens pour elles et pour les autres, pour le Tout. En s'entêtant à entrer en relation avec celles et ceux dont on les sépare par un interdit colonial plus ou moins explicite selon les époques, les opprimé.es parviennent

collectivement à façonner le devenir profond du Tout. Cela relève du miracle, cela requiert du génie au quotidien.

En racontant la créolisation telle qu'elle se vit en Guyane spatiale, j'ai le sentiment de donner à voir un peu du caractère d'une population maltraitée dans les écrits, tantôt ignorée, tantôt dénigrée. C'est le sens de mon retour en Guyane. C'est d'ailleurs un peu étrange pour moi de parler de retour comme si c'était un moment inédit, consciente que, depuis mon départ de Guyane il y a plus de vingt-cinq ans, pas une année ne s'est écoulée sans que je ne trouve un moyen d'y retourner me ressourcer, comme par refus de me désancrer. Mais ce retour-là a quelque chose de très particulier. En revenant pour la première fois par l'écrit, un écrit que j'ai souhaité tailler sur mesure pour les gens de Guyane, je raconte une histoire collective qui me touche et m'émeut profondément parce qu'elle révèle tant de choses sur nous, à la fois sur notre puissance collective invaincue et sur nos vulnérabilités. Une histoire qui donne à voir nos défaites et notre relèvement, qui lève le voile sur notre génie du quotidien trop souvent ravalé au rang de folklore par celles et ceux qui, depuis trop longtemps, nous observent à distance et écrivent sur nous avec condescendance. La parole que je porte part d'en bas, en sincérité, pour raconter avec honnêteté cette histoire si riche et si complexe.

Ce livre est un récit engagé dédié à la Guyane, terre de grande promesse pour une époque traversée par le rejet et la haine de la différence. Je dédie aussi ce récit aux espaces caribéen et sud-américain dont la Guyane, son territoire, ses peuples et leurs histoires, font partie intégrante. J'ai choisi de raconter la Guyane spatiale à plusieurs voix, guyanaises, en luttant pour ne pas me les approprier ni les éteindre, elles qui sont déjà rendues inaudibles par les récits officiels.

À travers ce récit, je souhaite rester fidèle à la formidable oralité des cultures guyanaises. Je ferme les yeux quelques instants pour imaginer mon public, pour lui donner forme. Je ne le veux pas passif, face à moi, je souhaite entrer en dialogue avec lui, l'avoir à mes côtés pour entendre ses réactions, saisir les questions qu'il se pose et les réserves

que lui inspirent mes propos, réagir aux boutades qu'il aimerait me lancer, m'engouffrer dans les pistes qu'il voudrait me voir emprunter. C'est avec ce public, et nul autre, que je désire construire ce récit. Alors, reproduisant les rites introductifs des contes créoles guyanais, je lance :

Krik!

Krak!

Mésyékrik!

Mésyékrak!

Sa zandoli ka poté?

Fokòl!

Est-ce que la cour dort ?

Non, la cour ne dort pas!

C'est en dialogue rêvé avec la cour, *lakou* en créole, que la suite de mon récit est construite. *Lakou*, c'est une multitude de voix, de visages imprécis mais bienveillants, porteurs d'expériences humaines diverses qui s'entremêlent pour former un tout qui ne prétend ni à l'homogénéité, ni à l'harmonie pensée pour un public spectateur. *Lakou*, c'est comme la foule d'un *vidé** de carnaval de rue en Guyane, une foule irrévérencieuse et taquine qui s'exprime librement et bruyamment, qui danse sans retenue, qui déborde, qui s'interpelle et se répond, sans égard aux différences d'âge, de genre, de statut social et d'origines supposées, sans jugement face aux excès étalés en plein jour. Une foule qui fait corps au rythme du tempo donné par l'orchestre, lui-même survolté. *Lakou*, c'est mon interlocutrice et mon inspiration, elle donne chair à mon récit, elle lui donne vie. Je m'entends fredonner, portée par mes jambes prêtes à s'élancer,

Lò Lakou rivé tout moun-yan kontan

Asélé banm-banm-banm!

Lò Lakou palé tout moun-yan kontan

Asélé banm-banm-banm!

Édition — Rodney Saint-Éloi, Yara El-Ghadban
Responsable de collection — Philippe Néméh-Nombré
Correction — Véronique Chelin
Direction artistique et design graphique —
Julie Espinasse, Atelier Mille Mille
Mise en page — Karine Cossette
Image en quatrième de couverture — © Gerno Odang, 2017

Mémoire d'encrier reconnaît l'aide financière
du Gouvernement du Canada par l'entremise du Conseil
des Arts du Canada, du Fonds du livre du Canada et
du Gouvernement du Québec par le Programme de crédit
d'impôt pour l'édition de livres, Gestion Sodec.

Mémoire d'encrier est diffusée et distribuée par:
Harmonia Mundi livre — Europe
Groupe Madrigall — Équipe Gallimard — Canada

Dépôt légal : 3^e trimestre 2025
© Mémoire d'encrier, 2025
Tous droits réservés

Catalogage avant publication de
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada

ISBN (PAPIER) : 978-2-89872-049-9
ISBN (EPUB) : 978-2-89872-050-5
ISBN (PDF) : 978-2-89872-051-2

CIP : LCC F2449.8.D45 2025 | CDD 988.2—dc23



ISBN 978-2-89872-049-9
29,95 \$ / 20 €

MÉMOIRE



D'ENCRIR